



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 27 janvier 2020

Extrait de la délibération affiché le **04 février 2020**.

L'an deux mille vingt, **le vingt-sept janvier à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 20 janvier, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (présent à partir de la délibération n°20), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH** (présente à partir de la délibération n°05), Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Nicole **LANGLOIS** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**

Excusés

Stéphanie **ONFROY**
Franck **DORAY**

Absent

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 27 janvier 2020

2020.01/21

ENVIRONNEMENT SANTE PREVENTION ET CADRE DE VIE - VIE DES QUARTIERS - POLITIQUE DE LA VILLE - CONTRAT DE VILLE – ENGAGEMENTS RENFORCES ET RECIPROQUES – ADOPTION PROTOCOLE - AUTORISATION SIGNATURE

Monsieur Pascal LEFEBVRE, Conseiller Municipal Délégué. - Le contrat de ville, anciennement dénommé « contrat de Ville de l'agglomération havraise » a été signé le 20 juillet 2015 par 27 partenaires. Il portait sur la période 2015-2020.

La circulaire du Premier Ministre, en date du 22 janvier 2019, à l'attention notamment des Présidents des intercommunalités, est l'aboutissement d'un travail mené depuis fin 2017, suite à l'appel à la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers par le Président de la République. Cette circulaire expose les modalités de rénovation des contrats de ville : elle traduira au niveau local la mobilisation de l'Etat et de chacun des partenaires dans la logique du Pacte de Dijon, tout en privilégiant une approche adaptée au contexte local prenant en compte le fait intercommunal. Il ressort de cette démarche une volonté commune de l'Etat et des collectivités, de réviser et proroger les actuels contrats jusqu'en 2022. Il s'agit de leur donner une nouvelle impulsion en y intégrant les récents engagements partenariaux, formalisés dans un protocole d'engagements renforcés et réciproques, ajouté en annexe n°11 au contrat.

Conformément au cadre proposé par l'Etat, le protocole a pour ambition :

1. de prendre en compte les enseignements du bilan à mi-parcours du contrat de ville,
2. d'être un levier de mobilisation ou de remobilisation de l'ensemble des différents partenaires,
3. de permettre une nouvelle impulsion autour de la mobilisation du droit commun,
4. de redéfinir des priorités communes au territoire en se fondant en particulier sur les orientations des collectivités concernées par les quartiers prioritaires de la politique de la ville,
5. de mieux intégrer les politiques publiques de la communauté urbaine concernées,
6. de décliner au niveau local les nouvelles orientations nationales.

Dans un souci de co-construction, chaque étape, a fait l'objet d'un partage systématique avec les membres du GIP (communes, Etat et équipe du GIP) et à différentes étapes avec l'ensemble des partenaires.

Les priorités communes dégagées ont été, pour le :

- Pilier développement économique et emploi : Renforcer l'accès à la qualification et à l'emploi en luttant contre la déscolarisation, le manque de savoir-être, etc.
- Pilier Cohésion sociale :
 - o Favoriser le soutien à la parentalité et à la réussite scolaire,
 - o Améliorer l'accès aux droits et l'accompagnement au numérique - Vers l'inclusion numérique,
- Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain : La participation / mobilisation des habitants.

Le protocole est également l'opportunité d'affirmer la dimension stratégique de l'intercommunalité et de poursuivre les efforts de connexion entre acteurs

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Contrat de ville de l'agglomération havraise 2015-2020, signé le 20 juillet 2015,

VU le Pacte de Dijon signé par la Communauté Urbaine « Le Havre Seine Métropole », en juillet 2018,

VU la circulaire du Premier Ministre en date du 22 janvier 2019, relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers,

VU l'arrêté préfectoral portant création de la communauté urbaine, en date du 22 octobre 2018 et notamment son article « 4.1- Compétences obligatoires », en matière de politique de la ville ;

CONSIDERANT

- Que l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville et la concertation partenariale, présidant à sa rédaction ;

VU le rapport de Monsieur le Conseiller Municipal Délégué, chargé de la sécurité, de la circulation et de la prévention, du protocole, de la vie des quartiers et des manifestations patriotiques ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'adopter et d'autoriser Monsieur Le Maire à signer, aux côtés de l'Etat et des autres partenaires, le protocole d'engagements renforcés et réciproques, constitutif de l'annexe n°11 au contrat de ville de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et permettant ainsi sa prorogation jusqu'au 31 décembre 2022.**

~ Sans incidence financière ~

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.